NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

comité NPA
du pays malouin:
npasaintmalo@gmail.com

Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°44
nov. 2018

Du Brésil à l'Union Européenne, face à l'extrême-droite, Urgence anticapitaliste et internationaliste

Jair Bolsonaro, nostalgique assumé de la dictature (1964-1985) dont les outrances autoritaires, militaristes, sexistes, homophobes, racistes et anti-pauvres seraient trop longues à lister, a remporté l'élection présidentielle au Brésil.

Cette élection intervient dans un contexte de crise économique, d'augmentation de la pauvreté et de révélations de la corruption généralisée des partis de gauche (le PT) et de droite (PMDB) actuellement au pouvoir. Face à cette situation, Bolsonaro fait porter la responsabilité du désastre économique sur les partis au pouvoir en recourant à la violence verbale, la menace sur les militant-e-s de gauche et l'apologie de la torture, du viol ou des assassinats politiques. Mais s'il y a bien un responsable de la situation économique, c'est avant tout la bourgeoisie brésilienne, celle-là même qui soutient majoritairement Bolsonaro.

En Europe, une montée de l'extrême droite est également à l'œuvre, sur fond de discrédit des partis au pouvoir et de leur politique anti-sociale, et de surenchère contre les migrants qu'on désigne comme boucs émissaires.

Stopper l'hémorragie

En Italie, Hongrie, Autriche, Pologne... l'extrême droite est désormais au pouvoir. Et d'autres pays d'Europe pourraient basculer rapidement.

Les partis institutionnels ont administré, pendant plusieurs décennies, les affaires des bourgeoisies européennes. Ces gestionnaires de gauche comme de droite, en bons pères de famille à la sauce capitaliste, n'ont fait qu'adopter des réformes dégradant les conditions des travailleurs au bénéfice des plus riches, des banques et des dirigeants des grandes entreprises. Il n'y a malheureusement pas meilleur terreau pour faire grandir ce sentiment de rejet de toute la classe politique au pouvoir faisant ainsi écho au « tous pourris » de l'extrême droite.

La seule riposte à la hauteur pour combattre ce fléau ne pourra venir que de la mobilisation consciente de l'ensemble des salarié-e-s, en traçant des perspectives pour toute la population.

Ne pas tomber dans le panneau !

Les formations d'extrême droite parfois ultra-autoritaires, avec comme projet le repli national, sont les ennemis des jeunes, des salarié-e-s, des femmes, des LGBTI et des immigré-e-s.

En France, l'appel à agir contre la hausse des carburants en bloquant le pays le 17 novembre est une initiative plus ou moins manipulée par ces courants d'extrême droite. Si la colère contre le prix et la sur-taxation des carburants est parfaitement légitime dans les couches populaires, en particulier dans les zones rurales où le service public des transports a été liquidé, pas question d'accepter ce tour de passe-passe pour servir les intérêts du lobby des patrons routiers et des partis d'extrême droite qui veulent diviser les travailleurs nationaux et les immigrés. Contrairement à ce que les Le Pen ou Dupont-Aignant veulent faire croire, les intérêts des patrons ne serviront jamais les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

S'unir pour renverser la vapeur !

Tout comme il n'y a pas les bons travailleurs français d'un côté et les mauvais travailleurs étrangers de l'autre, il n'y a pas de bonnes entreprises nationales et de mauvaises entreprises étrangères. Il n'y a que deux classes qui s'affrontent, celle des travailleurs contre celle de la bourgeoisie, car leurs intérêts sont opposés. Que nos frontières soient ouvertes ou non, la bourgeoisie veut accroître ses profits. Nous, nous voulons reconquérir les fruits de notre travail ! Les récentes mobilisations de masse, du Brésil à l'Allemagne, doivent nous inspirer. Il est nécessaire de faire vivre nos luttes dans la perspective d'un autre monde, débarrassé des oppressions et de l'exploitation des capitalistes. Il n'y aura pas de raccourci pour faire barrage à l'extrême droite.

Soyons en capacité de reprendre la main et d'instaurer les changements nécessaires à notre société.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU **NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**
http://www.anticapitaliste-35.org
ET
http://www.facebook.com/NpaSaintMalo

BREVES DE PONTONS

REALITES.....

Ainsi donc, la tribune du stade de Marville à Saint-Malo vient de faire l'objet d'une opération de « naming ». A l'initiative du club de foot de l'USSM, patronné par Beaumanoir, cet équipement public, relevant du patrimoine municipal, sera donc appelée « **tribune Réalités** », du nom d'un sponsor du club qui a craché au bassinet.

Et la ville de Saint-Malo de donner son accord...Il faut dire que la société « Réalités » est spécialisée dans la promotion immobilière. Ce qui explique sans doute tout cela !

La Route du Rhum... animation populaire, sans doute... événement marchand très certainement

Dans le supplément d'*Ouest-France* du 21 octobre, le maire de Saint-Malo conclut son entretien par cette phrase: « *La Route du Rhum est une fête populaire, gratuite, qui fait rêver* ».

S'il n'est pas contestable que cet événement bénéficie d'un réel engouement populaire et que nombre de jeunes et moins jeunes vont se passionner pour la course, on peut quand même relever la dérive commerciale qui envahit depuis quelques éditions cette manifestation. Alors quand on parle de « gratuité », n'est-ce pas se voiler la face ou masquer la réalité?

Chacun aura pu voir en effet l'accroissement de l'espace réservé aux activités commerciales de promotion ou de vente directe, qui rend captif le public, ce dont se plaignent les commerçants de l'Intra-Muros .

Chacun aura pu s'apercevoir de l'inflation des prix pratiqués: 4€ la galette saucisse, 6€ le Ti Punch (1er prix), 6,5€ le sandwich....

Chacun aura mesuré l'importance du budget de l'événement: 8 millions d'€ selon l'organisateur OC Sport Pen Duick, « *sans compter les dépenses à la charge des collectivités locales* ».

Justement, alors que la ville de Saint-Malo a transféré sa compétence « grands événements et promotion du territoire » à Saint-Malo-Agglomération, le maire de Saint-Malo reconnaît que la ville n'en continue pas moins à subventionner la Route du Rhum de manière directe ou indirecte à hauteur de 2 millions d'€. Ceci soulève au passage un problème de légalité qui mériterait d'être examiné dans la mesure où on méconnait ainsi le principe d'exclusivité des compétences. N'empêche que présentement les malouins paient dans leurs impôts locaux une contribution à l'organisation de la course, une première fois par le budget de la ville et une seconde fois par celui de la communauté d'agglomération.

Certes, on nous assure que les retombées économiques de la Route du Rhum sont « *considérables en termes financier et de notoriété* ». La question qui demeure est « pour qui » ?

C'est d'ailleurs ce qu'a relevé un skipper, concernant le point spécifique de l'organisation de la zone de course, en dénonçant une forme de privatisation de l'espace maritime...

Nous reviendrons ultérieurement sur une autre problématique, celle de l'emprunte carbone de l'événement.

Camping des Nielles: LES C..., CA OSE TOUT...

On sait que la ville de Saint-Malo veut vendre le terrain de l'ancien camping des Nielles au groupe Raulic (les Thermes Marins) afin que celui-ci réalise sur ce site un complexe hôtelier haut de gamme. On sait aussi que ce projet est vivement contesté par les riverains et nombre d'associations et militant.e.s préoccupés par les questions environnementales et sociales.

Qu'à cela ne tienne, ces messieurs du château de Saint-Malo pris dans la fébrilité et l'euphorie événementielle de la route du Rhum ont décidé, contre toute cohérence, de resusciter le camping des Nielles pour y accueillir plus d'une centaine de camping-car.

On pourrait le prendre pour une provocation vis-à-vis des riverains. Nous préférons nous servir de cette incohérence pour contester le projet Raulic !

Kanaky. Un référendum qui dépossède les Kanak de leur droit à l'indépendance ?

Cela fait presque deux siècles que les Kanak subissent et luttent contre la colonisation de leur île. Dimanche 4 novembre la population de la Kanaky (Nouvelle Calédonie), du moins celle qui est inscrite sur les listes électorales, devra se prononcer sur l'indépendance ou non de leur terre.

Le non à l'indépendance devrait l'emporter.

Cela s'explique numériquement par la colonisation de peuplement que la France a renforcé depuis des dizaines d'années. Le peuple autochtone kanak étant en minorité sur sa propre terre.

De surcroit, les indépendantistes sont divisés sur la stratégie à adopter, les uns se prononçant pour le boycott du référendum (USTKE/Parti Travailliste) estimant que seuls les kanak doivent voter, les autres appelant à voter oui (FLNKS) considérant qu'un « oui » massif contribuerait à améliorer le rapport de force pour les luttes à venir .

Il ne nous appartient pas de décider à la place des kanak mais nous réaffirmons notre soutien aux forces qui, dans ce territoire encore colonisé, luttent pour l'autodétermination et la justice sociale.

une réflexion

Comment peut-on déambuler sur le bords des bassins et voir ce spectacle des 123 embarcations bardées de technologie et décorées comme des arbres de Noël aux couleurs de leurs sponsors et ne pas penser à la détresse de ces milliers de migrantEs qui traversent la Méditerranée (parce qu'ils n'ont pas d'autres choix) au péril de leur vie sur des bateaux pourris....

Fort heureusement, nous ne sommes pas les seuls à avoir eu cette pensée solidaire qui relativise les discours euphoriques que les promoteurs de l'événement reprennent depuis plusieurs semaines, et en pointe la quasi-indécence.

Sept skippers ont eu cette même pensée en s'engageant pour l'Aquarius et en rappelant que l'assistance à personne en danger n'est pas un crime, mais un devoir universel. Et ça nous fait du bien !

Au sujet des appels à la « mobilisation » le 17 novembre contre la hausse du prix des carburants et pourquoi le NPA ne s'y joindra pas

De nombreux appels à « bloquer des routes ou des ronds-points » ou à « mettre un gilet jaune sur son tableau de bord » le 17 novembre se sont répandus sur les réseaux sociaux. Cela traduit sans aucun doute le mécontentement social contre ce qui est perçu comme « le gouvernement des riches ».

La hausse des prix des carburants, notamment celui du diesel, fait effectivement beaucoup râler ces derniers temps dans les milieux populaires, car elle est perçue comme un racket à l'égard de toutes celles et ceux qui n'ont souvent pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour aller travailler ou circuler pour les besoins de la vie quotidienne. Mais n'oublions pas aussi que la baisse des taxes sur les carburants est une vieille revendication du patronat routier pour qui le volume des profits se mesure aux tonnes de carburant .

Derrière ce ras-le-bol concernant l'augmentation du carburant, il y a également tout le ras-le-bol contre l'augmentation des prix en général et le décrochage de plus en plus visible entre les salaires ou les pensions et l'inflation. Comme l'impopularité du gouvernement est de plus en plus forte, que les réponses proposées par les directions syndicales et le mouvement ouvrier ne sont pas à la hauteur de la colère sociale (aucune suite proposée au 9 octobre, absence de campagne ou d'initiatives concernant la nécessité de prendre sur les profits pour augmenter les salaires), des appels à une mobilisation « citoyenne », « populaire », « apolitique »… dont l'origine est plutôt floue, ont permis aux droites extrêmes de s'engouffrer derrière.

L'extrême droite à la manœuvre

C'est un ancien fondateur du MPF (et mandataire de Villiers), passé par le Front national avant d'atterrir à Debout la France (DLF) qui bien que reconnaissant ne pas savoir qui avait lancé la « *mobilisation générale du peuple français »,* a appellé à *« bloquer tous les axes de circulation principaux pour protester contre les hausses du prix de l'essence ».* Ce personnage a joué un rôle de relais de cette initiative vers les milieux de droite et d'extrême droite. Et à ce jour, appellent clairement au 17 novembre : le RN de Le Pen, Debout la France de Dupont-Aignan, mais aussi les (très à droite) Jeunes Républicains.

Le Rassemblement National qui avait déjà mené une campagne avant l'été contre la *« hausse des tarifs des péages, les radars privés embarqués, la réforme du contrôle technique désormais et l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes secondaires »* a juste actualisé son matériel avec l'appel au 17 novembre. Aujourd'hui, Le Pen s'empare du thème en déclarant*: « Avec cette hausse spectaculaire des prix du carburant, les Français n'en peuvent plus ! La plupart d'entre eux, notamment dans la ruralité, ont besoin de leur voiture pour travailler ».* Dupont-Aignan vitupère quant à lui, sur les *« mesures prises par des gens qui prennent le vélo et le métro et ne connaissent pas la vie des Français ».* On retrouve le classique discours sur la déconnexion peuple-élite. S'ajoute la dénonciation d'un racket sous couvert d'écologie. C'est d'ailleurs avec cet argument que le FN dénonce « *l'idéologie fiscaliste du GIEC* », à travers les taxes carbone. La fiscalité est toujours une thématique de choix pour l'extrême droite.

Rien n'indique cependant que RN et DLF aient vraiment l'intention, voire la capacité, de construire une mobilisation massive dans la rue et nul ne peut savoir à ce jour quelle sera la traduction concrète d'une telle agitation.

La position du NPA

D'abord, le NPA ne peut pas faire comme si il ignorait que ceux qui relaient politiquement cet appel et qui chercheront à en tirer profit sont les principaux partis d'extrême droite. Parce que nous considérons que l'extrême droite est un ennemi, notre tâche est d'expliquer que ce courant de pensée ne peut être un allié de circonstance avec lequel on pourrait partager même ponctuellement des revendications communes. Il ne peut être anodin en effet d'apparaître dans la rue mélangés avec des gens portant les couleurs d'organisations d'extrême droite... La confusion entretenue par l'extrême droite autour de certaines « valeurs » qui seraient « proches du peuple » est justement une des armes qui permettent à celle-ci de progresser et de s'implanter..

L'argument qui consisterait à dire qu'il ne faut pas laisser le terrain du 17 novembre à l'extrême droite parce que le 17 novembre part d'un appel « *apolitique et sincère* » ou de « *milieux populaires frappés par la crise* » n'est pas opérant car il masque l'absence de délimitation de classe entre le gros patron routier et « l'usager de la route ». L'extrême droite soutient cet appel précisément parce que celui-ci ne se situe pas sur des bases de classe, n'organisant aucune cessation de travail, gommant la dimension de « travailleur » au profit de celles plus floues d' « usager » ou de « consommateur ». Conclusion : on ne peut pas faire comme si le mouvement du 17 novembre était juste « insatisfaisant » dans ses revendications et y aller tranquillement en rajoutant les nôtres, en pensant qu'on va rallier les gens qui seront dans la rue ce jour-là avec la justesse de nos mots d'ordre.

Loin des « Bonnets rouges »…

L'appel au 17 novembre est très différent du mouvement des « Bonnets rouges » qui était né dans la région en 2013. Celui-ci mêlait des revendications patronales et ouvrières. Il était donc possible de faire apparaître celles de la classe ouvrière de manière indépendante. C'était la politique « du pôle ouvrier », qui s'appuyait sur une mobilisation des travailleurs préexistante au mouvement. Le 17 novembre, rien de tel..

Bien sûr que la question du prix des marchandises, des taxes injustes (et notamment la TVA, qui grève une part du prix de l'essence mais aussi de tous les produits de grande consommation), devrait relever des préoccupations des organisations du mouvement ouvrier, notamment des syndicats. Si ceux-ci étaient à la hauteur de la situation, ils pourraient proposer et construire des initiatives larges autour de revendications pour le monde du travail, sans laisser le terrain à nos pires ennemis. Car nous partageons la colère des classes populaires par rapport à leur niveau de vie qui s'étrangle, et il faut dénoncer à la fois le blocage des salaires/des pensions et la non-indexation de ceux-ci sur le coût de la vie. Cela nécessite de mettre en avant et l'augmentation générale des salaires et l'échelle mobile des salaires, ainsi que la disparition de toutes les taxes les plus injustes, notamment la TVA. Tout ce que ne dit pas ce 17 novembre, et les organisateurs et organisations qui y appellent...

Des choses à dire, mais pas dans les rassemblements du 17 novembre

Nos revendications ne peuvent pas s'arrêter aux taxes sur l'essence.

Il faut aussi défendre une perspective écosocialiste, avec le développement des transports en commun et leur gratuité ! Il faut défendre la nécessité de prendre sur les profits des capitalistes pour augmenter les salaires et financer le développement des moyens de transports utilisant des énergies non polluantes et renouvelables. Et il faut bien sûr défendre le modèle d'une autre société où nous n'aurons pas à nous serrer la ceinture pour mettre 10 litres de plus dans notre bagnole pour aller bosser... pour des salaires de misère. Oui, il faut revoir l'organisation de la société toute entière. Ce ne sont pas seulement les taxes qui nous mettent à genou mais l'ensemble du système capitaliste...

Et ce n'est pas seulement un samedi par an, sur la base de mots d'ordre interclassistes, que l'on « *veut emmerder le gouvernement* ». Ce que nous voulons, c'est bloquer l'économie du pays pour faire reculer les patrons et le gouvernement, leur disputer la marche de la société. Pour y arriver nous devrons faire grève, construire un mouvement d'ensemble, dans la durée, nous organiser de manière démocratique, défendre nos intérêts de classe, travailleurs français et immigrés, unis face au patronat, et à tous ses serviteurs, qu'ils soient actuellement au gouvernement ou qu'ils rêvent d'y accéder demain.

Tout cela, nous allons le dire et le redire autour de nous ces prochaines semaines. Mais nous ne pourrons pas le dire le samedi 17 novembre, dans ces rassemblements « citoyens » aux allures de foire poujadiste

Nul doute que l'an II du quinquennat Macron amènera son cortège de batailles politiques à mener, car le « président des riches » entend bien continuer sa transformation libérale et autoritaire de la société. Le NPA doit donc être en mesure de porter des perspectives politiques qui aident à amplifier la mobilisation tant dans les luttes qu'à l'occasion des élections européennes pour y porter une voix anticapitaliste. Une souscription est ouverte. Modalités pratiques sur **https://souscription.npa2009.org**

Brésil : et maintenant ?

Sans surprise, Jair Bolsonaro a été élu dimanche avec une confortable avance de 55,2 % des voix. 58 millions de BrésilienEs l'ont soutenu, soit presque 10 millions de plus qu'au premier tour... Le crypto-facho, nostalgique de la dictature, adepte des déclarations les plus réactionnaires et des méthodes les plus autoritaires, aura-t-il pour autant les coudées franches pour gouverner ?

Dans cette campagne, le politicien haineux et opportuniste (il a adhéré au PSL en janvier dernier... après avoir appartenu auparavant à neuf autres partis !) a pu profiter d'un alignement néfaste des planètes : affaires et accusation de corruption, rejet du PT, effondrement de la droite institutionnelle, pression militaire, manœuvres judiciaires… Ses différents soutiens peuvent aujourd'hui se frotter les mains.

À qui profite le crime ?

Grands patrons, membres de la police et de l'armée, miliciens, évangélistes et croyants fanatisés… ils sont nombreux à avoir aidé à l'élection de Bolsonaro. Issus souvent de secteurs revanchards, tous y voient des intérêts convergents, à commencer par ceux des grands patrons brésiliens. Aussi il n'était pas étonnant de voir la bourse de Sao Paulo bondir de 3 % à l'ouverture de la séance lundi matin...

« Une sorte de paradis patronal », dixit un économiste brésilien. Si Bolsonaro assume ne rien connaître en économie, les « marchés » et la bourse ont eux une totale confiance en son conseiller, l'ultra--libéral Paulo Guedes. Ainsi, les annonces de Bolsonaro dans sa campagne – réforme des retraites par capitalisation, privatisation d'au moins la moitié des entreprises publiques... – ont été saluées comme il se doit. La perspective de libéraliser l'accès aux armes à feu pour la population a quant à elle fait monter les actions du vendeur d'armes -Taurus… Et dans le domaine agricole, les ruralistas, la branche la plus conservatrice de l'agrobusiness brésilien, soutiennent à fond Bolsonaro, notamment ses multiples attaques contre les droits des peuples indigènes et ses velléités de remettre en cause l'accord climat signé à Paris.

Du point de vue la méthode, autoritaire et violente, tout ce que le -Brésil compte de forces réactionnaires constituées ont appuyé Bolsonaro : 72 militaires viennent d'être élus à des postes de députés fédéraux et d'États, et plusieurs généraux de réserve vont intégrer le gouvernement. Et le véritable permis de tuer qu'il veut accorder à la police brésilienne trouve un écho important parmi celle-ci, la plus violente du monde (plus de 5 000 personnes tuées par an).

Niveau politique extérieure, les USA de Trump peuvent aussi crier victoire. Par bien des aspects, de la critique de la Chine aux remises en cause des questions écologistes en passant par son anti-madurisme primaire, le programme de Bolsonaro semble, en effet, souvent un copier-coller de celui du président US… Et Trump de tweeter son souhait de *« rapprochement dans les domaines commercial et militaire»...*

Contradictions et résistances

Pour autant, pour le président d'extrême droite et ses soutiens, rien n'est réglé. D'abord parce que, même dimanche dans les urnes, le pays n'a pas été domestiqué ou abattu. Fernando Haddad, le candidat perdant du Parti des travailleurs, a rassemblé 47 millions de voix au second tour, soit 16 millions de plus qu'au premier tour. Et cela dans le contexte d'un entre-deux-tours explosif, sur fond de campagne d'intox et de violences. De plus, le résultat électoral montre un pays fortement divisé : Bolsonaro a perdu dans le Nordeste, une région importante, et ailleurs le nombre élevé de votes en sa faveur – par exemple dans des États tels que Rio de Janeiro et São Paulo – semble plus souvent lié à un rejet du PT qu'à une adhésion à ses positions et propositions politiques. Si on ajoute les 42 millions de votes blancs, nuls ou abstentionnistes (31 % des électeurEs, 12 millions de plus qu'au premier tour) et le fait que, pour la première fois, un président est élu sans la majorité des voix des revenus les plus faibles du pays, on peut dire que la victoire de Bolsonaro est loin d'être un raz-de-marée, même si elle n'en est pas moins dangereuse.

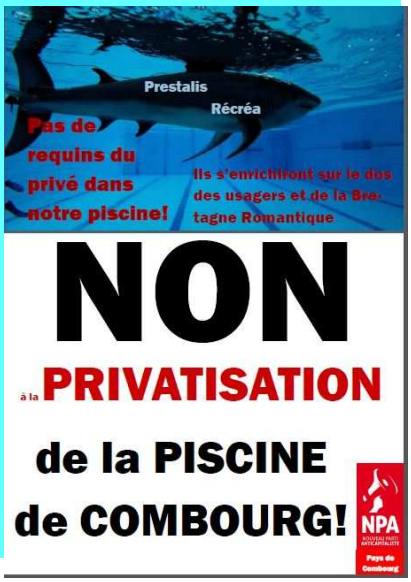
Par ailleurs, les contradictions sont explosives. La base sociale de Bolsonaro, en particulier dans sa composante la plus populaire, est par exemple sensible à la lutte contre la corruption et à son discours ultra-sécuritaire décomplexé, mais ne semble pas prête à le suivre sur la mise en œuvre de ses principales contre-réformes. Ainsi, selon différentes études, à peine plus d'un tiers de ses électeurEs pensent qu'il devrait vendre tout ou partie des principales entreprises d'État, une mesure pourtant annoncée pour prétendument réduire la dette du pays. Les trois quarts de la population sont en outre opposés à la réforme des retraites, présentée comme une priorité dans la campagne. Tout cela crée autant de brèches dans lesquelles la contestation sociale pourrait bien s'engouffrer, contre les reculs sociaux annoncés, en défense des libertés démocratiques menacées ou des minorités et courants politiques stigmatisés.

Aussi, alors que Macron vient de féliciter le nouveau président, affirmant sa volonté de poursuivre sa coopération avec ce pays « dans le respect » des « principes démocratiques », nous voulons pour notre part assurer le peuple brésilien, le monde du travail, toutes celles et ceux d'en bas, de toute notre solidarité internationaliste, en particulier pour ses résistances et luttes à venir.

Manu Bichindaritz (L'Anticapitaliste 1/11/2018)

Piscine de Combourg : Une grille tarifaire inacceptable ! Une aubaine pour les requins du privé !

La majorité des élu.e.s de la communauté de communes de la Bretagne Romantique vient donc de voter la grille tarifaire de la nouvelle piscine de Combourg. Non content de l'avoir fait construire en partenariat public-privé (Merci pour Eiffage qui va pouvoir arrondir ses bénéfices !), fier d'avoir délégué la gestion à un groupe privé, André Lefeuvre, président de la com-com, annonce fièrement les nouveaux tarifs. Résultats : plus 50% sur le prix du billet d'entrée individuel, + 25% pour les scolaires etc etc... Ce ne sont pourtant pas les élèves qui profiteront des hammams et des jacuzzis ! A l'heure où ses amis au gouvernement arrosent à milliards les grands groupes capitalistes avec le CICE (30 milliards distribués) et réduit le pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités (hausse de la CSG et de la taxe sur le prix de l'essence, stagnation des salaires,...), M. Lefeuvre via la future piscine réduit encore le pouvoir d'achat des habitants de la Bretagne romantique avec ces tarifs ! Le NPA appelle la population à dénoncer auprès des élu.e.s cette grille. Nous appelons les élu.e.s à ne pas continuer à soutenir cette politique antisociale. Nous sommes disponibles, auprès de toutes les forces politiques et syndicales de Bretagne Romantique pour montrer notre mécontentement.



Quelques réflexions sur "l'affaire Melenchon"

Mardi 16 octobre, une quinzaine de perquisitions se sont déroulées simultanément dans l'environnement de La France insoumise (LFI), aux sièges du Parti de gauche et de LFI, et même au domicile de Jean-Luc Mélenchon et de nombreux militantEs. Ces perquisitions ont eu lieu avec un déploiement policier important et sont liées à une enquête préliminaire qui a été ouverte pour «e*scroquerie, abus de confiance, infraction à la législation des campagnes électorales et travail dissimulé aggravé* ». Le personnage Mélenchon, sa personne « sacrée », la mise en images auto-orchestrée par Mélenchon lui -même ne doivent pas faire passer sous silence que **La France insoumise n'a pas été traitée de la même manière que les autres**. Il n'est jamais bon, et toute personne du mouvement ouvrier doit s'en inquiéter, que des locaux politiques soient perquisitionnés, que des listes d'adhérents se retrouvent entre d'autres mains, que les saisies empêchent une organisation de vivre,...et il y a bien eu deux poids deux mesures si nous comparons ce qui s'est passé à LFI au traitement réservé par la justice à d'autres organisations politiques et personnalités, également visées pour des faits similaires Marine Le Pen, par exemple, impliquée dans de nombreuses affaires et qui est aujourd'hui concernée par deux enquêtes préliminaires et une information judiciaire, n'a jamais vu son domicile perquisitionné. Mentionnons également Emmanuel Macron, lui-même visé par une enquête préliminaire, suite à une plainte d'élus de droite pour « emploi fictifs » et « utilisation d'emplois publics» pendant la campagne présidentielle, via la ville de Lyon. Evoquons encore les conditions de la perquisition du domicile de Benalla des 20 et 21 juillet dernier: celles-ci ont tellement paru bienveillantes qu'un syndicat de policiers a demandé des investigations complémentaires. Rappelons que ces perquisitions, sans désignation d'un juge d'instruction, et sous la simple responsabilité d'un procureur sont permises par la loi Perben II que nous avons combattue à l'époque !

Est-ce pour autant le début du fascisme comme le disent, notamment sur les réseaux sociaux, de nombreux militants de la France Insoumise? A l'évidence non! A ne pas analyser la société en classe sociale, en contradiction de classes, et donc en lutte des classes comme le fait Mélenchon, **on ne donne pas les armes théoriques pour analyser ce qui se passe!** La justice est une justice de classe: elle est là pour défendre un ordre social établi, en étant forte avec les faibles et faible avec les forts... Sans doute que quelques magistrats qui ne portent pas Mélenchon et LFI dans leur cœur, ont saisi des infractions qui paraissent bien mineures afin de se payer LFI! Ils incriminent donc LFI comme ils le font, de manière d'ailleurs beaucoup plus féroce, à l'encontre de syndicalistes ou des militants du mouvement social... On ne compte pas les condamnations en justice, et même à des peines de prison de militants dans le cadre de luttes syndicales, ou encore récemment autour de Notre-Dame-des-Landes….Rien de neuf sous le capitalisme et la Vème République..

Faire croire comme le fait Mélenchon que la République est censée être neutre, désarme militants et sympathisants de LFI et leur font dire beaucoup d'inepties : crier à la fascisation est très excessif ! Le fascisme, c'est Pinochet, Mussolini ou la Grèce des colonels !

L'attitude que Mélenchon a eu pendant cette perquisition révèle une face sombre de l'homme; le "*La république c'est moi*", le "*si tu es la pour dire ca* " ou "*c'est moi qui parle*" à une de ses camarades", le « *Ma personne est sacrée* » ont choqué a juste titre de nombreuses personnes ! En comparaison de nombreux militants qui sont, eux, malmenés, mis en garde à vue ou condamnés pour des paroles et attitudes bien moins virulentes envers les policiers ou les magistrats, on peut même considérer que Mélenchon, vu la manière dont il s'est comporté lors de ces perquisitions, a été plutôt ménagé. Il gagnerait à se satisfaire de cette « mansuétude » .

Sur le fond des « affaires », ce que nous savons des enquêtes est cependant bien mince pour justifier un tel remue-ménage.

Certes le parlement européen a édicté une règle: les assistants parlementaires doivent œuvrer uniquement pour le travail parlementaire pas pour le parti. Mais dans notre conception politique, si un parlementaire est bien là pour incarner les idées politiques d'un parti, son assistant l'est tout aussi….

A propos des comptes de campagne, nous nous posons la question suivante: pourquoi la LFI ne parvient pas à se faire rembourser au centime près ses campagnes, alors qu'une organisation comme la LCR et le NPA avec ses moyens initiaux proches de 0 y sont parvenues en 2007 (Besancenot), 2012 et 2017 (Poutou) ? Sans doute que la réponse se trouve dans l'euphorie voir le triomphalisme qui se sont emparée de LFI pendant les dernières semaines de la campagne . Comme quoi le manque de maîtrise politique peut aboutir à des sous-facturations (type magouilles comme avec Bygmalion) ou à des sur-facturations (enrichissement individuels ou possibles, abus de biens sociaux,). Dans le cas de la campagne de Mélenchon, nous ignorons si Médiascop a surfacturé mais confier cette mission à la compagne du candidat c'est prendre un risque.... Ce qui apparaît pour nous le plus scandaleux, c'est d'employer des camarades sous statut d'auto-entrepreneur comme l'a fait LFI pendant cette campagne! Il s'agit là d'une question et d'un choix éminemment politiques. Les camarades du NPA qui travaillent lors de ses campagnes sont salariéEs de l'organisation: ils en ont les droits sociaux et les salaires, avec cotisations ouvrières et patronales.

Enfin, la rémunération relativement importante (on parle de 12.000 euros) de prestations à la patronne de Médiascop (ajoutée à son salaire déjà confortable) si elle semble totalement légale nous paraît peu compatible avec les idées défendues par LFI.

Avec la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon continuons plutôt le débat politique !

Pour nous le plus important, plutôt que cet épisode judiciaire, c'est de continuer à débattre sur le champ politique.

La question migratoire, le débat sur la démocratie dans la société et dans les partis ne peuvent être éludés. Il n'est pas acceptable que Mélenchon s'en prenne à Médiapart en parlant de ce média comme d'une officine ! Traiter Médiapart de macroniste est purement scandaleux ! LFI disait-elle cela quand Médiapart sortait des enquêtes sur Fillon, LREM ou Benalla. On ne peut pas encenser un média d'investigation quand il dénonce les dérives de ses ennemis et le diffamer lorsqu'il pointe vos propres errements. Cette manière de s'en prendre à un des seuls médias indépendants, engagé dans tant et tant de combats ne peut être accepté de notre part.